

COMMUNIQUE DE PRESSE

Huitième réunion du Comité de Coordination et de Surveillance des Risques Systémiques (CCSRs)

Rabat, le 26 décembre 2018

Le Comité de Coordination et de Surveillance des Risques Systémiques a tenu le 25 décembre 2018 sa huitième réunion au siège de Bank Al-Maghrib (BAM) à Rabat.

Lors de cette réunion, il a analysé la cartographie des risques pesant sur le système financier, dressé le bilan de la feuille de route inter-autorités en matière de stabilité financière au titre de la période 2016-2018 et approuvé la nouvelle feuille de route 2019-2021.

Le Comité, après avoir analysé la situation du système financier au vu des tendances économiques et financières observées et attendues, a dégagé les principales conclusions suivantes :

- Dans une conjoncture internationale porteuse d'incertitudes (persistance des tensions commerciales et géopolitiques, montée du protectionnisme, inquiétudes entourant le Brexit, volatilité des marchés), les risques macroéconomiques restent globalement modérés. Sur le plan des comptes extérieurs, le déficit du compte courant, après un creusement en 2018 à 4,4% du PIB, devrait s'alléger progressivement sur l'horizon de prévision et les réserves internationales nettes continueraient à assurer plus que 5 mois d'importations de biens et services. Au plan national, la croissance économique connaîtrait un ralentissement en 2018 à 3,3% après 4,1% en 2017, sous l'effet de la décélération de la valeur ajoutée agricole et de la lente reprise des activités non agricoles, ces dernières ne retrouvant pas encore leur croissance d'avant crise. Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire devrait se creuser en 2018 pour s'établir à 3,7% du PIB et continuerait, selon les prévisions de Bank Al-Maghrib, d'évoluer autour de ce niveau à moyen terme.
- Dans un contexte de lente reprise de l'activité non agricole, le crédit bancaire destiné au secteur non financier a poursuivi sa décélération, particulièrement pour les concours accordés aux Entreprises Non Financières (ENF) aussi bien privées que publiques. Le taux des créances en souffrance des ENF, quoiqu'en légère baisse, affiche encore un niveau élevé.
- Pour autant, le secteur bancaire est parvenu à dégager au titre du premier semestre 2018 un résultat net en hausse recouvrant principalement un accroissement du produit net bancaire conjugué à une amélioration du solde du résultat non courant. Les banques continuent, par ailleurs, de dégager des ratios de solvabilité supérieurs aux minimas réglementaires et s'avèrent résilientes aux stress-tests simulant une détérioration des conditions macroéconomiques. Elles demeurent, néanmoins, exposées aux risques de concentration et de taux d'intérêt qui font, pour leur part, l'objet d'un suivi particulier.
- Le secteur des assurances continue de faire preuve de solidité. Sur le plan prudentiel, les taux de couverture des engagements techniques par les placements effectués par les entreprises d'assurances et de réassurance demeurent supérieurs aux minimas réglementaires. Aussi, le secteur continue de dégager une marge de solvabilité, en couverture du risque de souscription, largement supérieure au minimum réglementaire exigé.

Néanmoins, le passage vers le régime de la solvabilité basée sur les risques, en application du dernier amendement du code des assurances, entrainera probablement une réduction significative des excédents de cette marge.

- La réforme paramétrique du Régime des Pensions Civiles (RPC) a conduit à une tarification équilibrée pour les droits futurs des affiliés. Il demeure, toutefois, nécessaire d'identifier les solutions idoines à apporter aux problématiques des déficits de ce régime découlant de ses importants engagements au titre des droits passés.
En ce qui concerne les autres régimes, aucun changement notable concernant les dates d'épuisement des réserves n'a été constaté lors des projections réalisées.
- Le marché des capitaux, tout en demeurant globalement stable, s'est caractérisé notamment par l'émission d'un premier sukuk souverain et d'un emprunt obligataire de type « social et vert ». Le marché de la dette privée s'est caractérisé par une hausse de 43% des émissions, avec un volume émis de 48 milliards de dirhams à fin septembre 2018. Par ailleurs, les niveaux des taux d'intérêts restent globalement bas et stables sur les marchés monétaires et obligataires. L'actif net des OPCVM a atteint 438,5 milliards à fin novembre, en hausse de 5,4% par rapport à fin 2017, avec des souscriptions orientées vers la catégorie «Obligataire à moyen et long termes» et ce, dans un contexte de marché boursier baissier. En effet, la Bourse des valeurs a enregistré une baisse de ses indices Masi et Madex respectivement de 11,7% et 12,1% à fin octobre 2018, après un pic positif respectivement à 7,2% et 7% au 9 mars 2018. La baisse a touché la majorité des secteurs et en particulier celui de l'immobilier. Dans ce contexte, la volatilité à 20 jours annualisée de l'indice MASI a connu une augmentation sensible au cours du deuxième semestre 2018 mais reste, néanmoins, confinée dans une fourchette comprise entre 6,6% et 11,2%. Le volume d'émission, marqué par un retour des introductions en bourse, est en légère amélioration en 2018 à environ 2 milliards de dirhams.

Le Comité a, par ailleurs, examiné les avancées du secteur financier en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme à la lumière des travaux de la 28^{ème} réunion plénière du GAFIMOAN, tenue du 24 au 29 novembre 2018. Il a également pris connaissance du projet de Système de Management Anticorruption en cours de mise en œuvre à Bank Al-Maghrib.

Contact presse :

Nouaim SQALLI

Tel : 06.66.20.82.46

E-mail : n.sqalli@bkam.ma

Reda HARMAK

Tel : 06.69.58.81.80

E-mail : r.harmak@bkam.ma

Suivez nous sur Twitter @bankalmaghrib